



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CHS Novillars

Besançon, le 19 juin 2023

Naufrage en Grèce : les morts sont en mer mais les assassins sont à la tête des États européens

600 morts. Des hommes, des femmes, des enfants, entassés dans un mauvais rafiot, piégés au fond d'une cale pour la plupart, ont été engloutis mercredi sous les yeux des garde-côtes grecs et de l'agence Frontex, responsable des frontières de l'Union européenne. Prévenus au moins 24 heures avant le naufrage, ils les ont laissé couler. Le bateau, disent les autorités grecques, « ne désirait pas être secouru ». Qui peut le croire ! Depuis des années, ces mêmes autorités, grecques ou européennes, rejettent directement à la mer les personnes qui demandent secours et asile.

Les meurtriers sont dans les gouvernements et servent les patrons

C'est avec le même cynisme que ces responsables se défaussent sur les passeurs qu'ils accusent de profiter de la misère humaine. Mais c'est en rendant les routes de plus en plus dangereuses, surveillées, impraticables et ultra-violentes, que les gouvernements européens font prospérer les mafias qui les contournent moyennant le racket de leurs victimes. Ils sont au moins complices, et même donneurs d'ordre. C'est ainsi que Giorgia Meloni, la cheffe du gouvernement italien d'extrême droite, a rendu récemment visite à un des seigneurs de la guerre en Libye, le maréchal Haftar, pour négocier le prix de la sous-traitance des camps de réfugiés, ces bidonvilles entourés de barbelés. Mais qui a intérêt à ce genre de négociations ?

Nous sommes tous des immigrés

Celles et ceux qui sont morts en tentant de passer en Europe, poussés par la guerre, la misère, les catastrophes écologiques et l'espoir d'un avenir meilleur n'étaient pas des étrangers. Qui d'entre nous ne connaît pas un aïeul, un collègue, un parent, un proche, qui a rompu tous ses liens avec son pays, sa ville ou son village, en quête d'un avenir meilleur, sous la menace de la guerre, de la faim, des persécutions ? C'était hier, ou c'était avant-hier. Nous sommes tous et toutes des immigrés ou des enfants d'immigrés. Accueillir toutes les personnes qui le demandent, ouvrir les frontières, c'est un droit humain et devrait aller de soi !

Oui, nous pourrions « accueillir toute la misère du monde » !

Nous n'aurions pas les moyens « d'accueillir toute la misère du monde » ? Mais le seul budget annuel de Frontex devrait atteindre 845 millions en 2023 ! Dans le même temps, les budgets militaires explosent et

atteignent plusieurs centaines de milliards dans toute l'Europe, autre conséquence meurtrière des frontières et de la concurrence acharnée entre grands capitalistes. Et il n'y aurait pas de quoi développer des infrastructures d'accueil décentes, des services qui seraient utiles à tous ? D'autant que cet argent-là n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan des profits qu'il sert à protéger : en France, les seuls actionnaires des entreprises du CAC 40 ont encaissé 68 milliards de profits l'an dernier ! Et que dire de l'immensité du gâchis et de la misère que ce système répand ? Un système absurde qui, pour se maintenir, doit découper des frontières entre les peuples alors qu'ils produisent et consomment en commun des marchandises qui circulent déjà librement.

Car nous pourrions mettre fin à ce monde de misère !

Macron, Darmanin et tous les autres veulent nous faire voir dans tout réfugié une bouche à nourrir ? Mais ils disent la même chose de nos anciens pour nous faire travailler deux années de plus ! C'est la même logique. Pas de frontières entre les démagogues xénophobes qui gouvernent ou qui postulent à gouverner ce système. Jusqu'à la gauche institutionnelle, dont la plupart des dirigeants sont restés silencieux lors de l'opération de déportation menée à Mayotte le mois dernier.

Exiger la liberté de circulation n'est pas simplement lutter pour un droit humain, c'est un devoir politique : les frontières tuent en mer, elles nous paralysent et nous divisent ici même. Face au torrent de xénophobie qui est déversé par en haut, il est d'autant plus impératif de nous rendre audibles et offensifs. En en discutant autour de nous, et en rejoignant tous les rassemblements qui auront lieu dans les semaines à venir pour protester contre ces politiques criminelles.

Le compte n'y est pas

Le gouvernement vient de trancher sur les augmentations de salaire des fonctionnaires. 1,5 % au 1^{er} juillet et 5 points d'indice en janvier, soit 25 euros brut. Il accorde une prime variant de 300 à 800 euros. Pour les bas salaires, le gouvernement attribuera neuf points d'indice car, selon ses propres constatations, une partie des fonctionnaires seraient sinon en dessous du smic. Sans compter que selon le gouvernement lui-même, une partie de ces augmentations ne concerneront que 50 % des agents de l'État et 70 % des agents publics hospitaliers.

Avec une inflation de plus de 5 % cette année, et bien plus élevée sur les produits de première nécessité, cela revient à perdre plus de 4 % de revenu chaque année. Le compte n'y est pas. Et contrairement aux discours de la gauche, ce n'est pas le Parlement qui règlera nos problèmes. Depuis le début de l'année, les grèves pour les augmentations de salaire se multiplient. C'est plus que jamais la voie à suivre.

Y a-t-il un pilote dans l'avion ?

À la MAS, les conditions de travail sont dégradées et la prise en charge des patients aussi, malgré tous les efforts déployés par les équipes. Au point que la « faisant fonction de cadre supérieur » a finalement jeté l'éponge. La direction ne trouve personne pour la remplacer, mais ne prend toujours aucune mesure concrète.

Panique chez les cadres

Alors que le bateau coule, que les professionnels quittent l'hôpital et que de nombreux lits sont fermés, les cadres, sous la pression de la direction, stressent de plus en plus avec la certification du CHN. Mais ce qui les inquiète ce n'est pas la qualité des soins ni le sens de notre travail... mais que l'on ne prenne pas le périmètre abdominal des patients ! La direction voudrait que cela soit fait lors de chaque premier entretien au CMP.

Et la consultation dentaire c'est pour quand ?

Une stigmatisation mal perçue

Avec cette certification, la direction voudrait que l'on mette un bracelet d'identification à chaque patient lors des consultations médicales, et même lors des sorties comme on nous l'a demandé pour Europa-Park. Cela n'a pas été du tout du gout des patients qui ont refusé d'être stigmatisés. Mais pas de panique, la prochaine fois on demandera à la direction de venir les mettre elle-même !

L'été sera chaud

Pour fonctionner cet été, les collègues du service enfants vont venir travailler en intra. Peut-être même des agents de l'extra. Se retrouver à travailler dans un service que l'on ne connaît pas n'est confortable ni pour ces collègues ni pour ceux qui y sont déjà. Cela perturbe aussi les patients qui ont à faire de plus en plus souvent à du personnel qu'ils ne connaissent pas.

Qu'on leur foute la paix

Les pavillons de patients au long cours sont dans le collimateur de la direction. Le terme même de réhabilitation en dit long. Ces patients sont à l'hôpital car, englués dans leur maladie, ils ne peuvent plus vivre en dehors des murs. Mais depuis des années, on voudrait les caser dans des structures qui ne sont pas adaptées à leur pathologie. La lutte a été longue pour que les hôpitaux soient un lieu d'accueil de la folie. Aujourd'hui, force est de constater que l'on recule. La direction a dit aux cadres qu'elle n'envisageait pas dans l'immédiat de fermer un pavillon de patients au long cours, mais dans le même temps, elle demande à chaque cadre de faire un recensement des patients et de leur orientation possible vers d'autres lieux. Une politique criminelle que nos dirigeants assument sans problème.

Retraites : les femmes touchent en moyenne près de 40 % de moins

Selon la très officielle Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, en 2021, le pays compte 17 millions de retraités. La retraite moyenne est de 1 366 euros net. Mais l'écart entre les hommes et les femmes est colossal. Il est de 38 %, les premiers touchant en moyenne 1 697 euros, les secondes ne percevant que 1 052 euros. Réversions incluses, la moyenne totale grimpe à 1 499 euros net, avec un écart qui reste énorme de 24 %, entre hommes (1 719 euros) et femmes (1 305 euros).

L'art de se faire du blé... avec du blé

L'ONG Foodwatch a produit un rapport sur les dessous de la spéculation alimentaire à l'échelle mondiale. On apprend ainsi qu'en juin 2022, près de 70 % des achats sur le marché international du blé l'ont été par des banques, des fonds d'investissement, ou des compagnies d'assurances à des fins purement spéculatives. Quant aux plus gros traders de céréales – les américains Cargill, Archer Daniel Midlands, Bunge et le français Louis-Dreyfus – ils ont réalisé l'an dernier des chiffres d'affaires record compris entre 27 et 150 milliards d'euros. La guerre en Ukraine a bon dos.